

# **La construction de l'identité mahoraise**

Christophe PREMAT

# Histoire de la sécession mahoraise

- Objectifs :
- Comprendre l'histoire de Mayotte
- Percevoir la manière dont l'État maintient un régime de "département-colonie" (Carayol, 2024)
- Analyser des rapports statistiques et avoir recours à la fiction pour percevoir les enjeux de ce territoire

# Présentation de la situation de Mayotte en 2023

- Discours de la députée Estelle Youssouffa (22 mai 2023), *Thinkerview*,  
[https://www.youtube.com/watch?v=AKIj\\_8v5vO8&t=2145](https://www.youtube.com/watch?v=AKIj_8v5vO8&t=2145)
- Mise en scène, écharpe aux couleurs de Mayotte (ylang-ylang), « l'île aux parfums »



# L'histoire de Mayotte

- L'arrivée du saveur, mythe colonial par excellence
- Arrivée du vaisseau français *La Prévoyance* commandé par le capitaine Passot.
- Succession de pactes et de trahisons avec la dépossession du sultan Andriantsoly
- En 1840, Andriantsoly, sultan d'origine malgache, dépend de son alliance avec le sultanat de Ndzuani. Négociation avec Passot.
- "Dans ce traité rédigé en français et en arabe, Andriantsoly s'engage à céder à la France 'en toute propriété l'île de Mayotte' qu'il prétend posséder 'par droit de conquête et par convention' et sur laquelle il affirme régner 'depuis treize ans'" (Carayol, 2024: 35), Traité du 25 avril 1841.

# L'histoire de Mayotte

- La députée Estelle Youssouffa rappelle cette histoire ([https://www.youtube.com/watch?v=AKIj\\_8v5vO8&t=1761s](https://www.youtube.com/watch?v=AKIj_8v5vO8&t=1761s))
- Elle rappelle le contexte historique en précisant que l'unité des Comores n'a pas préexisté à la colonisation à Mayotte (les « sultans batailleurs »).
- Sa perception: mieux vaut le choix d'un patron lointain que celui d'un voisin dominateur.
- Très peu de Mzungus (désignation de « Blancs ») à Mayotte jusqu'à récemment





Au nom du Dieu Clement et misericor-  
dieux, c'est en lui que nous mettons notre confiance.

Le Traité suivant négocié par Le Capitaine Tassot L'envoyé  
de Monsieur de Kell, Contre Amiral Gouverneur de Bourbon  
a été conclu entre S. S. Anrian Souli, Fils d'Ura, ancien roi  
des Sakalaves, aïeul du Sultan de Mayotte, et Le  
Gouvernement Français, sauf l'approbation de sa Majesté Louis  
Philippe 1<sup>er</sup> Roi des Français ou de son représentant Le  
Gouverneur de Bourbon.

Article 1<sup>er</sup>

Le Sultan Anrian Souli cède à la France en toute  
propriété, l'île de Mayotte qu'il possède par droit de conquête  
et par convention; et sur laquelle il règne depuis treize ans.

Article 2<sup>e</sup>

En retour de la présente Cession Le Gouvernement  
Français fera au Sultan Anrian Souli une rente annuelle  
et viagère de mille piastres cette rente qui sera payée par  
trimestre ne sera pas reversible sur les enfants du Sultan Anrian  
Souli, mais ceux de ses fils pourront être envoyés à Bourbon pour  
y être élevés aux frais du Gouvernement Français.

Article 3<sup>e</sup>

Le Sultan Anrian Souli pourra continuer à habiter  
Mayotte, et conservera la jouissance de toute ses propriétés par-  
ticulières mais





# Les coulisse de cette cession

- Beaucoup d'élus et de responsables publics mahorais partagent ce discours d'un choix du moindre mal
- "Il insinue que le 'choix' d'Andriantsoly a été celui de tous les Mahorais, et donc que la colonisation de l'île a été le résultat, non pas d'une décision prise à Paris et à Saint-Denis de La Réunion sans aucune considération pour les habitants de l'île, mais de la volonté des Mahorais" (Carayol, 2024: 38).
- Possession de propriétés au 19e siècle, mais pas de véritable développement colonial de l'île comparable aux Antilles

# L'économie mahoraise

- "En 1864, Maore compte 38 concessionnaires – la Société des Comores, les Frères Denis, la Veuve Mennechet, etc. -, qui possèdent 12.000 hectares des meilleures terres, soit un tiers de la surface de l'île" (Carayol, 2024: 46)
- Culture du café, de l'ylang-ylang et de la canne à sucre
- Faible empreinte française. En 1973, 7% de la population était scolarisée
- Depuis 1946, lutte pour la départementalisation.
- Georges Nahouda (d'ascendance créole et européenne) prépare un lobbying pour ce projet de départementalisation auprès de l'élite politico-économique de l'île





# Le "Congrès des notables"

- 2 novembre 1958, centaines de notables sont invitées dans le village de Tsoundzou au sud de Mamoudzou.
- Revendication de la départementalisation
- 14 mai 1958, l'Assemblée territoriale des Comores demande le transfert du chef-lieu de Dzaoudzi, sur l'île de Maore, vers Moroni, sur l'île de Ngazidja. " Les 26 élus de Ndzواني, de Mwali et de Ngazidja votent pour. Les 4 représentants mahorais s'y opposent" (Carayol, 2024: 50).
- Opposition d'intérêts (intérêts des créoles). Rocher de Dzaoudzi









# Le rocher de Dzaoudzi



# Transfert de chef-lieu

- Conséquences socio-économiques de ce transfert (les hommes vont travailler à Moroni)
- Basse-Terre se vide. Les femmes vont se révolter contre cette situation pour demander la "départementalisation".
- Avant l'indépendance, l'assemblée territoriale de l'archipel est ainsi confrontée à cette réorganisation qui crée des inégalités territoriales
- Le "temps du silgom" (Carayol, 2024: 61), période de faim où les fruits étaient cueillis avant d'arriver à maturité



# Le rôle des “chatouilleuses” dans le mot d’ordre de la départementalisation



# Zena M'dere et les "chatouilleuses"

- Révolte vis-à-vis des autorités comoriennes
- Femmes qui militent pour cette départementalisation et qui vont contribuer à renforcer le séparatisme
- Les "sorodas wa maore" (les soldats de Mayotte)
- Mayotte se trouve de plus en plus face au reste de l'archipel
- Un des héritages du colonialisme = avoir créé ce séparatisme entre les *sorodas* (attachés à la France) et les "serrez-la-main", les personnes favorables à l'indépendance de l'archipel des Comores dans son ensemble
- Roman de Yasmina Aouny, *Chatouilleuse* (2022)



# Le regard de Jacques Foccart

- "Le Général n'attachait pas beaucoup d'importance aux Comores. 'S'ils veulent partir, qu'ils partent', résumait-il. Mais il était sensible aux doléances des habitants de Mayotte. Sans envisager de donner suite aux pétitions pour la transformation de l'île en un département français rattaché à la Réunion, il commentait: 'Nous ne pouvons pas livrer ces malheureux à Saïd Mohamed Cheikh s'ils ne sont pas d'accord'. Lors de la visite à Paris d'une délégation de Mayotte, il m'a donné pour consigne de ne pas encourager nos visiteurs à se séparer des Comores, mais de leur dire qu'en cas de référendum ils seraient consultés séparément" (Gaillard, 1995: 256-257). Saïd Mohamed Cheikh (Président du Conseil de gouvernement du territoire depuis l'accession des Comores à l'autonomie le 22 décembre 1961).





# Le regard de Jacques Foccart

- "Michel Debré et Pierre Messmer allaient plus loin que le Général sur ce terrain. Ils voulaient isoler Mayotte pour en faire une entité française et ils poussaient à cette consultation séparée. Pour ma part, j'étais convaincu qu'un jour le sentiment comorien prendrait le dessus, et que nous aurions des troubles à Mayotte, avec des conséquences pour la Réunion. Je le pense encore en 1994. Les Mahorais sont choyés et satisfaits d'être français, mais l'histoire n'est pas terminée" (Gaillard, 1995: 257)



# L'empire "confettis"?

- Expression tirée du livre du journaliste Jean-Claude Guillebaud (1976)
- Réflexion également de l'ancien Ministre de l'Intérieur Pierre Joxe (2018: 3): "Nous avons des devoirs en tant que nation colonisatrice, héritière – car bénéficiaire historique – des conquêtes royales, du **Code noir** promulgué par **Colbert en 1685**, du rétablissement de l'esclavage par Bonaparte en 1802, après son abolition en 1794 par la Convention montagnarde. Nous sommes aussi les héritiers des conquêtes sanglantes menées en Afrique et en Indochine, ainsi que de l'héritage colonialiste de Jules Ferry, le 'Tonkinois', instigateur du honteux statut de l'indigénat en 1881 – cette grande loi raciste et esclavagiste ».



# L'empire "confettis"?

- « Mayotte aussi , qui était une des îles Comores devenues indépendantes, mais dont le choix du rattachement à la France a été souhaité et soutenu par la puissance tutélaire pour des raisons 'stratégiques'. Mais actuellement, tous ont les mêmes droits » (Joxe, 2018: 4).
- Pour Foccart, la question de l'indépendance des Comores a été bâclée. « En décembre 1972, l'Assemblée comorienne qui vient d'être élue porte **Ahmed Abdallah** à la tête du gouvernement et vote une résolution en faveur de l'indépendance. Messmer et Stasi considèrent que, dans ces conditions, il ne reste plus qu'à tenir le référendum rapidement. Je ne suis pas de cet avis. J'estime qu'il faut organiser une **transition aussi longue que possible** et, pendant ce temps, faire un effort pour permettre aux **Comores** d'accéder **à l'indépendance** dans des conditions viables. Pompidou m'appuie totalement, Après sa disparition, le processus sera accéléré, et les Comores seront abandonnées à leur sort, sans moyens, en 1975... » (Gaillard, 1997: 166)



# Les discussions autour de l'organisation du référendum

- « En juin 1973, un **accord franco-comorien** est signé. Il prévoit l'accession des Comores à l'indépendance dans un délai de cinq ans, accompagnée d'une augmentation de l'aide française durant cette période de transition. Pourtant, un désaccord persiste : d'un côté, ceux – à l'image de Messmer et Debré – qui plaident pour une **autodétermination île par île** ; de l'autre, ceux qui, comme moi, souhaitent préserver l'unité de l'archipel comorien » (Gaillard, 1997: 270).



# Le référendum de 1974

- « Lorsque Valéry Giscard d'Estaing accède à la présidence, il décide d'accélérer le processus. Fidèle à la promesse faite à Ahmed Abdallah, président du Conseil du territoire, il choisit d'organiser un référendum avant la fin de l'année, portant sur l'ensemble des Comores. Le scrutin a lieu le 22 décembre 1974. Mais les résultats relancent la controverse autour de Mayotte : alors que les habitants de Grande Comore, d'Anjouan et de Mohéli votent massivement en faveur de l'indépendance, près des deux tiers des électeurs mahorais expriment leur volonté de rester au sein de la République française. Face à cette divergence, les tensions s'intensifient. En juin 1975, le Parlement français tranche : la consultation sur la future Constitution comorienne devra se faire île par île. Sans attendre ce nouveau scrutin, Ahmed Abdallah prend les devants et proclame unilatéralement l'indépendance des Comores, le 6 juillet 1975 » (Gaillard, 1997: 270).



# Le référendum de 1974 dans les Comores

- « J'approuve le maintien de l'unité de l'archipel, où les clans sont nombreux, mais qui ne manque pas d'homogénéité ethnique. Je considère que la sécession de Mayotte est un non-sens, cela ne coûte pas grand-chose à la France de mettre du beurre dans les épinards des Mahorais, mais à quelle fin politique? » (Gaillard, 1997: 270)
- Renversement d'Abdallah par Soilih grâce à un coup d'État fomenté par Bob Denard et ses mercenaires (3 août 1975). Occupation militaire de Mayotte et organisation du référendum du 8 février 1976. Coup d'État de Bob Denard le 13 mai 1978 pour rétablir Abdallah. Bob Denard sera installé aux Comores avec ses hommes.



# La départementalisation

- Elle pose la question d'abord du retard de Mayotte par rapport aux autres T.O.M.  
**Le référendum de 2009 à Mayotte** visait à faire évoluer le statut de l'île au sein de la République française. Jusqu'alors, Mayotte était un **collectivité départementale**, un statut intermédiaire entre celui d'un territoire d'outre-mer et d'un département.
- Le **29 mars 2009**, les Mahorais sont appelés aux urnes pour se prononcer sur une question simple : **souhaitent-ils que Mayotte devienne un département d'outre-mer à part entière?** Le résultat est sans équivoque : **95,2 % des votants disent "oui"**, avec un taux de participation élevé (environ 61 %). Ce plébiscite reflète une volonté majoritaire de rapprochement avec la métropole et d'alignement progressif du droit local sur le droit commun français.





# Le 101<sup>e</sup> département

- Le 31 mars 2011, Mayotte accède officiellement au statut de **101<sup>e</sup> département français**, marquant une étape décisive dans son histoire institutionnelle. Trois ans plus tard, en 2014, l'île obtient également le statut de **région ultrapériphérique de l'Union européenne (RUP)**, lui permettant ainsi de bénéficier de fonds européens pour son développement.
- Cette départementalisation entraîne une **harmonisation progressive avec le droit commun français**, dans des domaines clés tels que le droit civil, le droit fiscal, le droit social — avec, par exemple, l'introduction du RSA — ainsi que le droit administratif. Toutefois, cette transition se fait de manière progressive, avec **des périodes transitoires prévues pour certaines réformes**, afin de tenir compte des spécificités locales et des écarts structurels encore importants avec l'Hexagone.



# Conclusion

- L'histoire de Mayotte révèle les tensions profondes entre héritage colonial, aspirations locales et enjeux géopolitiques. Depuis le traité de 1841 jusqu'à la départementalisation de 2011, en passant par les référendums successifs, l'île a constamment oscillé entre intégration à la République française et appartenance à un ensemble comorien plus large.
- La construction de l'identité mahoraise s'est faite dans un contexte de marginalisation relative au sein de l'archipel et de stratégies politiques visant à obtenir la protection et les bénéfices de l'État français. Le rôle central des figures comme Zéna M'déré et des « chatouilleuses », les luttes autour du chef-lieu, ou encore le poids des récits coloniaux dans la légitimation du rattachement à la France montrent que cette identité ne s'est pas imposée naturellement : elle a été fabriquée, négociée, souvent dans des rapports de force.



# Conclusion

- Aujourd'hui encore, Mayotte reste marquée par ce statut ambivalent de « département-colonie » (Carayol, 2024), avec une appartenance formelle à la République mais des écarts structurels persistants. L'île incarne l'un des derniers avatars de ce que Jean-Claude Guillebaud appelait les « confettis de l'Empire », où la question de l'égalité réelle se heurte aux héritages d'un passé non digéré.
- Comprendre la fabrique de l'identité mahoraise, c'est donc interroger les formes contemporaines du post-colonial, à l'intérieur même des frontières de la République.



# Références

- Aouny, Y. (2022). *Chatouilleuse*. Strasbourg: Les éditions du Signe.
- Appanah, N. (2016). *Tropique de la violence*. Paris: Gallimard.
- Carayol, R. (2024). *Mayotte, Département colonie*. Paris: La fabrique.
- Gaillard, P. (1995). *Foccart parle. Entretiens avec Philippe Gaillard, tome 1*. Paris: Fayard.
- Gaillard, P. (1997). *Foccart parle. Entretiens avec Philippe Gaillard, tome 2*. Paris: Fayard.
- Guillebaud, J.-C. (1976). *Les confettis de l'Empire*. Paris: Seuil.
- Joxe, P. (2018). Les confettis de l'Empire ? *Après-demain*, N ° 47, NF(3), 3-5. <https://doi.org/10.3917/apdem.047.0003>.

